

**Adama DIAW**

Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)

adamadiaw@netcourrier.com

**Cheikh Tidiane NDIAYE**

Université Gaston Berger, Saint-Louis (Sénégal)

## **QUALITE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU SÉNÉGAL : UNE APPROCHE NORMATIVE**

### **RÉSUMÉ**

L'objectif de cet article est d'analyser la qualité de la croissance économique au Sénégal. De façon spécifique, il s'agit de s'interroger sur l'adéquation entre la croissance et les ressources de main-d'œuvre nationale. L'étude s'appuie principalement sur une approche normative. Il ressort de l'analyse que le modèle de croissance sénégalais ne se traduit pas par le bien-être des citoyens en raison des facteurs tels que : la persistance des inégalités, l'inefficacité des dépenses sociales et politiques publiques, l'absence de développement technologique, ainsi que le faible niveau du transfert ou de l'adoption des technologies, sans oublier, enfin, les spécialisations dans les branches traditionnelles.

**Mots clés :** Qualité, Croissance, Inégalités, Afrique Subsaharienne, Sénégal.

**JEL Classification :** C33 ; D30 ; D31 ; J24

## QUALITY OF ECONOMIC GROWTH IN SENEGAL: A NORMATIVE APPROACH

**Abstract :** The aim of this article is to offer an assessment of the quality of economic growth in Senegal. More specifically, it deals with the question of the adequacy between economic growth and the national labor resources. The study draws basically from a normative approach. The analysis shows that the Senegalese growth model does not translate into the well-being of the citizens because of several factors including the persistence of inequalities, the inefficiency of public expenditures, poor level of technological development, transfer and/or its adoption as well as specialization patterns in traditional branches.

**Keywords :** Quality, Growth, Inequalities, Sub-saharian Africa, Senegal.

### INTRODUCTION

La croissance économique en Afrique subsaharienne connaît une évolution très instable qui rime avec le chômage de masse, la fragilité de la protection sociale et la précarisation de l'emploi. Les programmes d'ajustement structurel sous l'égide des institutions de Bretton Woods et les réformes structurelles (privatisations, réduction des barrières douanières, etc.) qui ont suivi les années 80, n'ont pas permis de favoriser l'évolution d'une croissance inclusive. En effet, avec un coefficient de Gini proche de 0,45%, la forte inégalité en Afrique subsaharienne jette de sérieux doutes sur la possibilité de réduire la pauvreté grâce à la croissance (BAD, 2014, p.2). Les problèmes d'ordres sociaux, notamment les inégalités et la pauvreté, persistent malgré l'augmentation du taux de croissance. Selon une étude du Fonds Monétaire International (2015), la distribution du revenu est plus inégale en Afrique Subsaharienne que

dans les autres régions du monde, hormis l'Amérique latine et les Caraïbes. Cette répartition géographique très inégale des richesses créées soulève le problème relatif à la nature et à la qualité de la croissance. Dans les pays en développement, la croissance du revenu moyen explique 70% de la variation de la réduction de la pauvreté à court terme (Kraay, 2004). Dans ce cas de figure, la croissance pourrait être considérée comme étant favorable aux pauvres et donc de bonne qualité. Par conséquent, les stratégies de croissance efficaces peuvent alors conduire à la réduction de la pauvreté. La croissance est jugée de bonne qualité ou comme étant solidaire si elle associe un fort taux de croissance à des perspectives d'emploi productif ouvertes à tous, de façon à ce que tous les segments de la société puissent profiter de la croissance et de l'emploi, tout en permettant une correction des inégalités, en particulier celles qui touchent les plus pauvres (FMI, 2013). La montée incessante des inégalités dans les pays d'Afrique Subsaharienne permet de s'interroger sur les caractéristiques de la croissance soutenue<sup>30</sup> en termes de redistribution. Cette problématique attire de plus en plus l'intérêt des chercheurs et attise les débats aux niveaux : international, sous-régional et national. Ainsi, le Sénégal a connu une évolution de la croissance économique de plus de 6% par an depuis 2015<sup>31</sup>. La croissance dynamique est imputable entre autres, aux conditions extérieures favorables (baisse des cours mondiaux du pétrole, des matières premières et des denrées alimentaires) et à la diversification des exportations. Cette croissance est-elle vraiment en adéquation avec les ressources de main-d'œuvre nationale étant donné l'ampleur des problèmes pressants auxquels le Sénégal est confronté? Cette interrogation permet de ressortir les motifs qui demeurent le soubassement de la fragilité de la croissance. Celle-ci s'explique par le risque externe résultant principalement de chocs commerciaux. Or la spécialisation dans les produits primaires caractérisés par une grande variabilité des prix continue d'exposer le Sénégal à ces chocs défavorables. Ceux-ci rendent l'économie très vulnérable en ayant des répercussions, d'une part, sur le PIB par habitant en termes réels qui a connu une progression très lente depuis l'accession à la souveraineté internationale et d'autre part, sur l'accentuation de la faiblesse de la productivité

30 Une croissance économique soutenue est une condition préalable à la poursuite de la réduction de la pauvreté (Kireyev et *al.*, (2016) dans FMI (2016).

31 BM, DPS, (2018), p.5

totale des facteurs reflétant un marché du travail<sup>32</sup> confronté à un sous-emploi élevé et à une faible productivité. De même, il convient aussi de souligner en termes de répercussions les inégalités spatiales et socio-économiques persistantes dans les domaines de l'éducation, de la santé maternelle et de l'enfant ainsi que dans l'accès aux infrastructures de base<sup>33</sup>.

Cet article a pour objectif d'analyser la qualité de la croissance économique au Sénégal en adoptant une approche normative. Il s'articule autour de deux sections, la première est consacrée au diagnostic du modèle de croissance sénégalais et la deuxième présente un modèle alternatif de croissance qui nous paraît être de meilleure qualité.

## 1. Diagnostic du modèle de croissance du Sénégal

Le modèle de croissance du Sénégal est dans un processus de transformation réelle de la structure de l'économie qui impliquera dans le long terme des investissements productifs, de l'innovation et un bien-être collectif. L'histoire économique contemporaine du Sénégal est jalonnée de plusieurs événements caractéristiques ou saillants correspondant à des perturbations internes ou externes. Les perturbations externes, en particulier, le commerce international et les pressions des politiques étrangères ont interagi avec les imperfections des principaux secteurs (productifs, financiers et publics) pour expliquer la dynamique du PIB. Celle-ci se heurte à des limites objectives ne favorisant pas la qualité de la production, du travail, de l'emploi et du bien-être.

Au demeurant, il convient de noter que le cadre macroéconomique du Sénégal reste tributaire des fluctuations conjoncturelles internationales qui lui ôtent toute autonomie. Ceci peut être expliqué par l'absence d'une politique de transformation structurelle de l'économie.

---

32 Le revenu de l'emploi insuffisant pour sortir les populations de la pauvreté et la faible création d'emploi (forts taux d'inactivité (58,5%) et de sous-emploi (29,5% en milieu rural et 10,3% en milieu urbain) menacent la stabilité sociale (BM, 2018, pp.4-5)

33 Idem, p.6

Par ailleurs, ces déséquilibres sont associés aux rigidités structurelles internes. Par conséquent, les structures domestiques qui pourraient être corrigées de manière endogène, ont renforcé l'impact des chocs externes.

### **1.1. Les déficiences structurelles du secteur productif**

Le secteur productif est caractérisé par une imperfection de base qui est à l'origine de la faible productivité :

- **Le dualisme**

Il signifie l'existence d'un clivage entre les secteurs formel et informel. Le premier désigne les travailleurs qualifiés avec un gain important tandis que le second concerne les travailleurs non qualifiés avec une productivité plus faible. Le nombre d'individus exerçant dans le secteur informel est plus important du fait que la quasi-totalité de la main-d'œuvre y est concentrée. Ainsi, le taux d'emploi augmente trois fois plus dans le secteur informel que dans le secteur formel (World Bank, 2007). Ce dualisme sectoriel est associé à un découpage géographique (rural vs. urbain). Par conséquent, la croissance est partagée de façon inégale, d'abord entre ceux qui travaillent autour de grandes villes (principalement à Dakar) et ceux qui travaillent ailleurs, puis entre ceux qui évoluent dans les secteurs formel et informel, et enfin, entre ceux qui travaillent dans le secteur primaire (principalement l'agriculture) et ceux des secteurs secondaire et tertiaire. Une telle inégalité multi-niveaux peut induire une hausse du chômage dans le milieu urbain consécutif à un accroissement de la pauvreté et de l'exode rural. Cette situation n'est pas favorable à l'objectif de protection sociale et à l'émergence d'un environnement stable pour la croissance. Elle est ainsi synonyme d'explosion des inégalités et susceptible d'augmenter la vulnérabilité de l'économie. De ce fait, le dualisme tend à rendre persistante la production à faible valeur ajoutée et, par voie de conséquence, la baisse de la productivité totale des facteurs.

- **La faible productivité**

L'existence d'un secteur informel peut être perçue comme une manière de survivre dans un environnement économique défavorable. La croissance du secteur informel au Sénégal ne peut pas contribuer efficacement à l'augmentation de la production (Echeviny et Mutin, 2009).

Le cadre macroéconomique du Sénégal reste tributaire de la dynamique temporelle (le déclin continu des secteurs primaire et secondaire sans compensation du secteur tertiaire). La croissance économique est essentiellement tirée par le secteur tertiaire. La tertiarisation et la digitalisation de l'économie accentuent les inégalités et ont pour conséquence le chômage de masse et la précarisation de l'emploi. Le faible redéploiement de la main-d'œuvre de l'agriculture peu productive vers les secteurs à valeur ajoutée élevée explique en partie le faible taux de croissance du PIB par habitant au cours des trente dernières années. En l'absence d'essor des secteurs industriels et de services exportateurs, le transfert s'est surtout fait de l'agriculture vers le commerce et le secteur informel qui ont tous deux des perspectives de croissance limitées et une productivité relativement médiocre (FMI, 2017, p.8). Cette tendance relative au déclin des productions agricole et industrielle se poursuit et elle n'a toujours pas été renversée faute d'une lenteur dans le processus de transformation structurelle et de la diversification de l'économie. Par conséquent, il y a une faible capacité de résilience du secteur productif national.

## **1.2. Les déficiences structurelles du secteur financier**

Le Sénégal dispose d'un système bancaire susceptible de contribuer au financement du développement mais les rigidités du secteur productif sont renforcées par les déficiences structurelles du secteur financier. Ces caractéristiques sont partagées par l'ensemble des pays membres de l'UEMOA. Même si les banques locales privées sont plus efficaces que les établissements étrangers et publics dans la transformation financière (Kablan, 2009), il n'y a

aucun doute sur la présence d'un rationnement structurel du crédit. Ceci est justifié par la faible élasticité qui caractérise la relation entre l'investissement et les taux d'intérêt. Ainsi, une politique d'expansion monétaire de la BCEAO aura des implications incertaines sur la sphère réelle. Les institutions financières sont peu disposées à ajuster le taux de prêt sur le coût de refinancement payé à la banque centrale.

En effet, les taux d'intérêt des emprunts bancaires qui sont de 11% pour l'industrie manufacturière et 10,9% pour le secteur des services, combinés au coût de financement élevé des projets d'investissement, ne favorisent pas la croissance économique. Seules 36,4% des grandes entreprises sénégalaises ont accès au financement bancaire, quant aux très petites entreprises, 73,3% d'entre elles n'y ont pas accès, ce qui corrobore l'effet de rationnement du crédit. En outre, les demandes de crédits refusées aux entreprises sont de 43% pour le secteur des services et de 22% pour le secteur manufacturier (Arigbo et al., 2008). Ces imperfections des marchés du crédit bancaire s'expliquent, entre autres, par une aversion au risque susceptible de créer une situation de surliquidité au niveau du secteur bancaire. En effet, les institutions bancaires supportent des coûts élevés dus au niveau de risques importants relatifs à la sélection adverse et l'aléa moral. Le but recherché par ces institutions est la rentabilité des projets à financer alors qu'il n'y a aucune certitude sur la sécurisation des prêts. Il y a de ce fait un niveau élevé de créances cumulées irrécouvrables qui sous-tend le rationnement de crédit (Dufrenot et al., 2007). Par ailleurs, l'activité bancaire consiste principalement à la collecte de dépôts et la distribution de crédits à court terme notamment dans le secteur formel, alors qu'une croissance soutenable devrait avoir besoin d'un montant plus élevé de financement transnational à long terme (Kablan, 2009).

### **1.3. Les déficiences structurelles du secteur public**

La gouvernance se rapporte à l'utilisation de l'autorité politique pour assurer la régulation de la société. La gouvernance de l'Etat doit jouer un rôle sur la stabilité

de la production, sur le niveau d'investissement et le commerce afin de réduire les inégalités. De même, la qualité de la gouvernance augmente la résilience aux chocs. Ainsi, le concept de gouvernance répertorie un ensemble d'objectifs fondamentaux susceptibles d'influer sur la qualité de ladite gouvernance.

Des efforts en termes de gouvernance ont été notés mais la faiblesse dans la mise en œuvre des politiques publiques et les problèmes d'application de la réglementation continuent toujours de porter atteinte au potentiel économique du pays (BM, 2018). Ceci peut être justifié la détérioration progressive de l'efficacité du gouvernement susceptible.

La crédibilité de l'action publique est importante pour le climat de confiance entre les intérêts privés et ceux publics afin d'obtenir des effets complémentaires entre les deux sources d'investissement. La gouvernance de l'Etat du Sénégal reste soumise à des manques structurels qui lui ôtent toute sa capacité de résilience. Les principales conséquences de ces déficiences sont : i) une faible capacité d'absorption des investissements publics, ii) une déficience dans la gestion des finances publiques induisant un manque de leviers financiers susceptibles de stimuler la croissance économique et atténuer les chocs externes défavorables, iii) les déficiences dans les filières agricoles et des infrastructures (la distribution de l'eau, l'accès régulier à l'énergie et à l'électricité, le transport, les réseaux de télécommunication), iv) le combat inefficace de la forte polarisation humaine et des activités dans la région de Dakar qui n'est évidemment pas sans conséquence sur l'explosion des inégalités entre les régions du Sénégal.

#### **1.4. La Dépendance économique, la pauvreté et le développement humain**

La dépendance économique d'un pays en développement comme le Sénégal affecte la qualité de la croissance économique du fait du caractère extraverti de son économie. En effet, le fort degré d'exposition aux chocs commerciaux et aux fluctuations des prix sur le marché international réduit sensiblement l'ampleur de la croissance économique. Les recettes d'exportations, constituées



essentiellement des produits primaires, notamment agricoles, forestiers, miniers, sont assez volatiles en raison des fortes fluctuations des prix sur le marché mondial. Cette ouverture non maîtrisée au commerce extérieur et la forte concentration des exportations conduisent à une exposition aux chocs exogènes ce qui, à son tour, constitue un handicap pour le développement économique dès lors qu'en est amplifié l'élément de risque dans le processus de croissance économique. Cependant, la transmission des effets de l'instabilité peut passer par d'autres facteurs. Il s'agit notamment de la qualité des politiques économiques d'une part, et des modes de gouvernance de l'autre. L'instabilité de la valeur ajoutée agricole, la volatilité des exportations et des importations, l'éloignement des marchés, les coûts de transport élevés et les chocs naturels dus au changement climatique conduisent à une forte volatilité de la production au Sénégal. Cette volatilité de la production combinée avec des facteurs socio-politiques tels que la mauvaise gouvernance, la rapide croissance démographique et l'absence de politiques économiques rigoureuses influencent négativement la croissance économique.

La gestion des performances macroéconomiques du Sénégal demeure soumise à des contraintes relatives au financement de l'économie. La dynamique commerciale ne pouvant pas financer l'épargne nette négative et le déficit budgétaire, le Sénégal accuse un besoin de financement qu'il doit financer par emprunt auprès des agents privés nationaux ou étrangers. Les déficits jumeaux (déficit budgétaire et déficit commercial) limitent la marge de manœuvre dans le financement de la protection sociale. Dans ces conditions la seule issue qui s'offre à l'économie sénégalaise est d'emprunter sur les marchés internationaux de capitaux, étant donné le faible poids du secteur privé national.

L'indicateur de couverture de dépendance économique qui ressort de l'étude du CREFAT (2018) indique que seuls 37,1% de gap de consommation des individus économiquement dépendants sont couverts par l'excédent de revenu dégagé par les travailleurs. Ainsi, les 62,9% restants du déficit des individus économiquement dépendants sont comblés par les transferts, le revenu du patrimoine et celui du capital. Le niveau relativement élevé du gap

de consommation des dépendants non couverts par le surplus économique des travailleurs s'explique, entre autres, par l'importance numérique de la population à charge, notamment des jeunes de moins de 30 ans qui représentent 72% de la population totale<sup>34</sup>.

De même, l'indicateur de couverture de dépendance économique calculé sur les jeunes donne la valeur 0,39. On observe ainsi une forte dépendance économique des jeunes qui tend à réduire la capacité du pays à optimiser la capture du dividende démographique. Au Sénégal, le niveau de qualité du cadre de vie est évalué à 63,3% et est porté largement par son réseau social. On peut noter cependant que l'environnement, l'engagement civique et le bien-être subjectif restent très peu appréciés, défavorisant ainsi la qualité du cadre de vie<sup>35</sup>. Dans le cadre de l'Observatoire National du Dividende Démographique, il ressort de l'étude du CREFAT qu'il y a plus de ménages vulnérables (entrées et sorties) en milieu rural (42,3%) qu'en milieu urbain (37,4%). En milieu rural, 30,9% des ménages pauvres en 2005, sont restés dans la pauvreté en 2011 alors que 26,8% des ménages, non pauvres en 2005, sont restés non pauvres en 2011. En milieu urbain par contre, 19,7% des ménages, pauvres en 2005, sont restés pauvres en 2011 alors que 42,9% des ménages, non pauvres en 2005, sont restés non pauvres en 2011. Ces résultats montrent une fois de plus que la pauvreté est nettement plus rurale au Sénégal<sup>36</sup>.

Selon l'étude du CREFAT (2018) sur la mobilité selon le sexe du chef de ménage, il apparaît que la non pauvreté est assez importante (41,8% des ménages dirigés par les femmes sont restés non pauvres en 2011) et que la pauvreté durable est relativement réduite (18,8% des ménages, pauvres en 2005, sont restés pauvres en 2011) pour les ménages dirigés par les femmes. On observe également que 23,8% des ménages dirigés par les femmes sont sortis de la pauvreté entre 2005 et 2011, tandis que sur la même période 15,6% des ménages dirigés par les femmes ont basculé de la non pauvreté en 2005 à une situation de pauvreté en 2011<sup>37</sup>.

34 CREFAT, (2018), ONDD, p.97.

35 Idem, p.97.

36 CREFAT, 2018, p.59.

37 Idem, p.59.

L'indice de développement humain étendu calculé en faisant la moyenne géométrique des trois indices relatifs à la santé, à l'éducation et à la consommation permet de remarquer qu'au Sénégal les douze premiers départements en termes de rang sont ceux des régions de Dakar, Saint-Louis, Thiès et Ziguinchor. Ils sont aussi les seuls à sortir de la zone rouge (indice de faible développement humain) en termes de développement humain. Dans ces départements, il faut noter que les indices de consommation et d'éducation sont meilleurs par rapport aux autres départements du Sénégal<sup>38</sup>. En somme, le Sénégal reste toujours dans la zone rouge avec un IDHE de 48,7% en prenant en compte le niveau de fécondité.

## **2. Modèle alternatif de croissance de meilleure qualité**

Le modèle de croissance de meilleure qualité repose sur l'impératif de faire du social la condition de l'efficacité économique. Celle-ci ne devrait plus être régie par les lois du marché qui sous-tendent la logique capitaliste. Elle orienterait la répartition des avantages économiques qui résulteraient de la croissance de façon très inégale en privilégiant les investissements socialement responsables.

La réponse des politiques macroéconomiques structurelles est essentielle pour réaliser une croissance soutenue susceptible de réduire la pauvreté. Une croissance soutenue suppose des mécanismes de lissage des chocs macroéconomiques. À cet égard, compte tenu de la faible assiette fiscale potentielle, il faut impérativement accroître le rendement des recettes fiscales et réduire les dépenses publiques non productives. L'éviction de ces dépenses publiques non productives constitue un impératif pour assainir les finances publiques et atténuer le niveau des déficits publics excessifs. L'assainissement budgétaire s'avère nécessaire pour assurer la viabilité des déficits budgétaires et courants à moyen et long termes. Les objectifs rationnels de dépenses et d'endettement accroissent la marge de manœuvre de la politique budgétaire aux prises avec les chocs externes et internes. Ceci laisse supposer que l'État sénégalais doit miser sur l'amélioration de la position concurrentielle des entreprises sénégalaises en

38 CREFAT, 2018, p.79.

mettant en place des politiques visant la production des biens et services de meilleure qualité et susceptibles de soutenir une base d'exportation différenciée et diversifiée. Des exportations diversifiées peuvent rendre très dynamique l'économie, contribuer à la réduction des inégalités et réduire la volatilité de la croissance. Une dynamique importante des exportations diversifiée peut aussi limiter l'aggravation du déficit courant et aider subséquemment l'Etat à être plus prudent dans la gestion de sa dette extérieure. Grâce à la réaffectation des ressources des secteurs à faible productivité, comme l'agriculture, à des secteurs à productivité plus élevée, comme les industries manufacturières, la transformation structurelle « entre secteurs » peut dynamiser la productivité globale (Hooley et Newiak, 2016, p.72).

Par ailleurs, les politiques structurelles (politique agricole, politique industrielle, politique commerciale) doivent être davantage renforcées par la mise en place de bonnes politiques cohérentes concernant le marché du travail pour renforcer l'inclusion. De même, les décideurs devraient définir des politiques publiques qui encouragent la diffusion et le transfert technologique. Pour ce faire, il est essentiel d'améliorer le niveau de compétences et de formation de la population. D'autres réformes structurelles s'avèrent nécessaires en termes de bonne gouvernance, eu égard à la lenteur de la croissance potentielle annuelle imputable à la faiblesse de l'accumulation de capital humain et de la productivité totale des facteurs. Il peut s'agir de politiques efficaces ciblant tout particulièrement une hausse de la productivité du travail à travers une élévation du niveau général de qualification.

## CONCLUSION

Dans cet article il s'agissait d'analyser la qualité de la croissance économique au Sénégal en s'appuyant sur une approche normative. Le constat est que la croissance ne s'est pas traduite par la réduction des inégalités. De même, la redistribution des avantages économiques n'est pas orientée vers le bien-être collectif, ce qui accentue les inégalités spatiales et socio-économiques. Le Sénégal est très loin de la cible (100%) concernant les indicateurs relatifs à la dépendance économique, à la qualité du cadre de vie, à la sortie de la pauvreté et au développement humain étendu. L'offre de travail est non qualifiée, et comme il n'existe pas de substituabilité entre le travail qualifié et le travail non qualifié, le capital humain devient improductif et affecte négativement la croissance. La mauvaise qualité du facteur travail peut avoir comme source les inégalités de distribution de revenus dans le sens où les ménages ayant des revenus faibles n'ont pas la possibilité de faire des études de haut niveau. L'État du Sénégal doit assurer pleinement son rôle dans la redistribution des richesses en réduisant les inégalités, afin de favoriser une croissance inclusive.

## BIBLIOGRAPHIE

- Arigbo F ; Diop A ; Dufrenot G ; Ndeye J., « Les sources de la croissance des pays de l'UEMOA », in Sakho E. A et Dufrenot G., (2008), *Enjeux des politiques macroéconomiques des pays de l'UEMOA*, Paris, Ed. Economica, 266p.
- Banque Africaine de Développement, (2014), « Stratégie de la BAD en matière de capital humain pour l'Afrique 2014-2018 », Département OSHD, mai, 50p.
- Banque Mondiale, (2018), « Diagnostic-pays systématique du Sénégal : principales contraintes à la réalisation des objectifs de la Banque Mondiale de croissance Inclusive et de réduction de la pauvreté », Dakar, juillet, 23p.
- Centre de Recherche en Economie et Finance Appliquée de Thiès (CREFAT), (2018), « Manuel de formation sur les dimensions et indicateurs de suivi de l'observatoire du Dividende démographique », *UNFPA*, 112p.
- Dufrenot, G ; Houessou E ; Nonfodji E., (2007), *Politique budgétaire et dette dans les pays de l'UEMOA*, Paris, Ed. Economica, 163p.
- Echeviny, D. et Murtin, F., (2009), « What determines productivity in Senegal? Sectoral disparities and the dual labour market », *Journal of Development Studies*, vol. 45, pp. 1707-1730.
- Fonds Monétaire International (FMI), (2013), « Jobs and growth : analytical and operational considerations for the Fund », *International Monetary Fund*, Washington.
- Fonds Monétaire International (FMI), (2015), « Faire du Sénégal un Carrefour pour l'Afrique de l'Ouest », Département Afrique, *IMF*, Washington DC, 105p.
- Fonds Monétaire International, (2017), « Rapport annuel pour une croissance inclusive », *IMF*, Washington DC, 114p.
- Fonds Monétaire International, (2017), « Sénégal : Rapport des services du FMI pour les consultations de 2016 au titre de l'article IV et troisième revue de l'instrument de soutien à la politique économique », Rapport du FMI n°17/2, *IMF*, Washington DC, 59p.
- Fonds Monétaire International, (2017), « Sénégal : Rapport des services du FMI pour les consultations au titre de l'article IV et troisième revue de l'instrument de soutien à la politique économique », Rapport du FMI n°17/1, janvier, *IMF*, Washington DC, 106p.
- Fonds Monétaire International, (2018), « Sénégal : sixième revue de l'accord au titre de l'instrument de soutien à la politique économique », Rapport du FMI n°18/211, août, *IMF*, Washington DC, 67p.

- Hooley J ; Newiak, M., “Transformation structurelle et diversification”, in Fonds Monétaire International, (2016), “*Construire des économies intégrées en Afrique de l’ouest : expérience de la gestion de la croissance, de l’inclusion et de la volatilité*”, sous la direction de Alexei P. Kireyev, International Monetary Fund, Washington DC, 376p.
- Kireyev, A ; Klos, S ; Kolerus, C ; Newiak, M., “Croissance solidaire et égalité”, in Fonds Monétaire International, (2016), “*Construire des économies intégrées en Afrique de l’ouest : expérience de la gestion de la croissance, de l’inclusion et de la volatilité*”, sous la direction de Alexei P. Kireyev, International Monetary Fund, Washington DC, 376p.
- Kablan, S., (2009), “Mesure de l’efficacité des banques dans les Pays en Voie de Développement : le cas de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)”, *African Development Review*, vol. 21, pp.367-399.
- Kraay, A., (2004), “When is growth pro-poor? Cross-Country Evidence”, IMF Working Paper, N°2004/12, *International Monetary Fund*, Washington.
- World Bank, (2007), A la recherche de l’emploi, le chemin vers la prospérité, Senegal Economic Memorandum, *World Bank*.